



Parc national  
des Calanques

## Marché public du Parc national des Calanques

<b>Référence :</b>	22 003 PNCAL
<b>Intitulé de la consultation :</b>	Eradication par arrachage manuel des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes d'un site en forte pente et falaise au sein du Parc national des Calanques.
<b>Lien permettant le téléchargement du DCOE sur le site PLACE :</b>	<a href="https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/consultation/2003072?orgAcronyme=d4t">https://www.marches-publics.gouv.fr/app.php/entreprise/consultation/2003072?orgAcronyme=d4t</a>
<b>Date et heure limite de remise des plis :</b>	le 28/04/2022 à 18h



Dossier suivi par Vanessa Saulnier-Cabane  
Téléphone : 04 94 12 89 23

# MARCHE PUBLIC DE SERVICES

MARCHE A PROCEDURE ADAPTEE N° 22 003 PNCAL

## REGLEMENT DE LA CONSULTATION

---

### NOM DE L'ORGANISME ACHETEUR

---

Établissement public du Ministère de la Transition écologique  
Parc national des Calanques  
141 avenue du Prado  
13008 Marseille

---

### OBJET DU MARCHE

---

**Éradication par arrachage manuel des Espèces  
Végétales Exotiques Envahissantes  
d'un site en forte pente et falaise  
au sein du Parc national des Calanques**

**Date limite de réception des offres : le 28 avril 2022 à 18h00**

# 1. Présentation du projet de marché

## 1.1 Description du marché

**Objet** du présent marché : éradication par arrachage manuel des Espèces Végétales Exotiques Envahissantes d'un site en forte pente et falaise au sein du Parc national des Calanques.

**Description du marché** : dans une optique de préservation de la flore endémique, des campagnes d'arrachage des espèces végétales exotiques envahissantes sont conduites. Le site visé par cette prestation implique, de par ses difficultés d'accès, des spécificités techniques d'intervention et d'évacuation.

**Lieu d'exécution** : île Pomègues, archipel du Frioul, Marseille (13000)

**Classification CPV** :

- 77300000-3 : services horticoles
- 77200000-2 : services sylvicoles
- 77312100-1 : services de désherbage

**Procédure de passation** :

Procédure adaptée, en vertu de l'article R 2123-1 du décret 2018-1075 du 3 décembre 2018.

**Structure de la consultation**

Marché à tranches (article R. 2113-4 à 6)

Les variantes sont acceptées : l'offre de base est facultative.

Les variantes ne peuvent porter que sur les points suivants :

- **article 1.3.5 du CCTP : l'héliportage est préconisé pour l'évacuation des sites d'arrachage (tranche ferme) cependant le candidat a la faculté de proposer une variante alternative à l'héliportage.**
- **article 1.3.6 du CCTP : le transport et le traitement des rémanents (tranches optionnelles) par barge puis par camion jusqu'à un site de compostage est préconisé cependant le candidat a la faculté de proposer une variante alternative à ces modes de transport et de traitement.**

La ou les variante(s) proposée(s) doivent être prise(s) en compte dans le chiffrage du montant forfaitaire et le candidat doit démontrer, dans son mémoire technique, la faisabilité, la sécurité et l'efficacité du mode opératoire proposé dans le respect des exigences énoncées (notamment la préservation des sols, des espèces endémiques et la suppression des risques de contamination par les rémanents).

**Durée d'exécution du marché** : environ 3 mois.

**Négociation** :

Conformément à l'article R. 2123-5 du décret sus cité, l'acheteur peut négocier mais se réserve toutefois la possibilité d'attribuer le marché sans négociation. Les échanges peuvent se faire par voie électronique, seule l'offre de l'attributaire fait l'objet d'un nouvel acte d'engagement.

Dans le cas où il est décidé de négocier, la négociation est réalisée avec au maximum les trois sociétés ayant présenté les offres les mieux disantes.

## 1.2 Conditions économiques

Les prix sont établis aux conditions économiques en vigueur au mois de la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre.

Le délai de validité des offres est de 120 jours à compter de cette date.

Le paiement intervient, après service fait, dans un délai global maximal de 30 jours comptés à partir de la date de réception de la facture.

Le financement est assuré sur les fonds du programme européen LIFE / enveloppe fonctionnement.

### 1.3 Comment prendre connaissance du projet

Le dossier de consultation comprend :

- RC : règlement de consultation,
- AE : acte d'engagement,
- CCAP : cahier des clauses administratives particulières,
- CCTP : cahier des clauses techniques particulières,
- DPGF : décomposition du prix global et forfaitaire

La **visite est fortement recommandée.**

Une seule visite sera effectuée entre le 11 et le 15 avril (le matin), en fonction des contraintes météorologiques.

**Les candidats qui souhaitent effectuer la visite doivent se manifester auprès du PNCal impérativement avant ou le vendredi 7 avril au plus tard afin de connaître les modalités d'organisation de la visite (lieu, jour et heure de rendez-vous) en contactant le :**

Chargé de mission LIFE Habitats Calanques, M. Antonin DUPIN, tel : 07 63 03 75 22  
[antonin.dupin@calanques-parcnational.fr](mailto:antonin.dupin@calanques-parcnational.fr) ou [marche\\_public@calanques-parcnational.fr](mailto:marche_public@calanques-parcnational.fr)

*Il ne sera répondu à aucune question durant la visite sur site, les candidats doivent poser leurs questions éventuelles dans le respect des modalités suivantes.*

**Renseignements complémentaires :**

Les candidats qui désirent obtenir des renseignements complémentaires sur le dossier de consultation, doivent exprimer leur demande via la plate forme des achats de l'État <https://www.marches-publics.gouv.fr>

Afin que les renseignements complémentaires soient envoyés aux opérateurs économiques trois (3) jours au plus tard avant la date limite fixée pour la réception des offres, il est demandé aux candidats d'envoyer leurs questions dans un délai raisonnable.

**Ce délai est fixé à cinq (5) jours ouvrés francs** (jours ouvrés francs signifie du lundi au vendredi sans compter le jour de la demande et la date limite de remise des plis) au plus tard avant la date limite de réception des offres, soit le mercredi 20 avril au plus tard.

L'attention des candidats est attirée sur le caractère impératif de ces délais afin de permettre la transmission des renseignements à l'ensemble des concurrents dans le respect du principe d'égalité de traitement des candidats visé à l'article L.3 de l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique.

**Rappel :** comme indiqué dans le Manuel Entreprises de la plate-forme des achats de l'Etat, « **en cas de téléchargement anonyme, l'Utilisateur Entreprise renonce explicitement à recevoir les informations (alertes) de modifications de consultation** ».

## 2. Conditions de participation et examen des candidatures et des offres

*En référence aux articles R.2144-3 à 5 et R.2161-4 du décret n°2018-1075 du 3 décembre 2018, l'acheteur peut décider d'examiner les offres avant les candidatures.*

### 2.1 Conditions de participation

#### Traduction

Les documents, constituant ou accompagnant l'offre, rédigés dans une autre langue que le français doivent être accompagnés d'une traduction en français.

## Groupement

Les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer aux procédures de passation de marchés publics aux conditions énoncées à l'article R. 2151-7 du décret 2018-1075 sus cité.

Conformément à cet article, un même prestataire ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement, pour un même marché.

De plus, conformément à ce même article, pour la présente consultation, il est interdit aux candidats de présenter plusieurs offres, en agissant à la fois :

- 1° En qualité de candidats individuels et de membres d'un ou plusieurs groupements ;
- 2° En qualité de membres de plusieurs groupements.

L'appréciation des éléments de capacités professionnelles, techniques et financières d'un groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des compétences requises pour l'exécution du marché.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais renonçant à leur autonomie commerciale et technique peuvent se concerter pour établir leurs propositions, à condition de faire connaître au représentant du PNPC, lors du dépôt de leurs offres, la nature des liens qui les unissent et le caractère concerté de leurs offres.

Les entreprises appartenant à un même groupe, mais ayant fait le choix de conserver leur autonomie commerciale et technique, sont considérées comme des entreprises distinctes et doivent présenter leurs offres dans le respect des règles de la concurrence. Le PNPC se réserve le droit de demander une enquête auprès de la direction départementale de la protection des populations.

## 2.2 Contenu et examen de la candidature

Les entreprises de création récente communiqueront les éléments globaux de capacités financières, techniques et professionnelles depuis leur création.

### 2.2.1 Utilisation des formulaires DC1 et DC2

Ils peuvent être téléchargés à partir des liens suivants : <http://www.economie.gouv.fr/daj>

- **Lettre de candidature** ou **DC1**, comprenant l'identification du candidat, l'objet du marché, la nature du groupement, l'identification des membres du groupement et la déclaration sur l'honneur.

Les candidatures et les offres sont présentées soit par l'ensemble des membres du groupement, soit par un mandataire qui justifie des habilitations nécessaires pour présenter les autres membres du groupement. *Les membres du groupement devront remettre les documents, attestations et renseignements mentionnés au présent paragraphe.*

- **Déclaration du candidat** ou **DC2**, dûment renseignée de manière précise et exhaustive.

### 2.2.2 Utilisation du document unique de marché européen (DUME) :

En application de l'article R. 2143-4 du décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique, le candidat peut présenter sa candidature sous la forme d'un document unique de marché européen (DUME), en lieu et place des documents mentionnés au § 2.2.1 ci-dessus (article R. 2143-3 du décret sus cité).

En ce qui concerne les conditions de participation, le candidat n'est pas autorisé à se limiter à indiquer dans le Document Unique de Marché Européen qu'il dispose de l'aptitude et des capacités requises. En conséquence, il est demandé aux candidats de remettre les renseignements et documents mentionnés ci-dessous au § 2.2.3.

En cas de groupement momentané d'entreprises, chaque entreprise membre du groupement remettra un Document Unique de Marché Européen.

En cas de sous-traitance, chaque sous-traitant aux capacités desquelles le candidat a recours remettra un Document Unique de Marché Européen.

En référence à l'article R. 2151-12 du décret sus cité, le Document Unique de Marché Européen remis par le candidat devra être rédigé en langue française.

### 2.2.3 Examen de la candidature

**Les pièces ou informations dont la production est réclamée, peuvent être demandées au candidat, par courriel, lorsqu'elles sont absentes ou incomplètes.**

Les candidatures sont jugées au travers les renseignements fournis, détaillés ci-après :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global du candidat ou du chiffre d'affaires du domaine d'activité faisant l'objet du marché, portant sur les trois derniers exercices disponibles,
- Une déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat des trois dernières années,
- Une description de l'outillage, du matériel et de l'équipement technique dont le candidat disposera pour la réalisation du marché,
- Liste des principales références datées, chiffrées et vérifiables, sur les trois dernières années dans le domaine du marché.
- Certificats, agréments professionnels, pour la pratique de travaux sur corde.

## 2.3 Contenu et examen de l'offre

### Contenu de l'offre

La présentation des offres concerne la solution de base et/ou chacune des variantes proposées. Les variantes ne peuvent porter que sur les modes d'évacuation et de traitement préconisés aux articles 1.3.5 et 1.3.6 du CCTP et indiqués en page 2 du présent document.

*L'offre est impérativement composée des documents suivants :*

- L'acte d'engagement dûment complété pour l'offre de base et/ou la ou les variantes proposées, (autant d'AE que de solutions proposées),
- La décomposition du prix global et forfaitaire pour chacune des offres (offre de base et /ou variante(s)),
- Le mémoire technique comprenant le planning d'exécution de la prestation. Ce document est contractuel ; il est spécifiquement rédigé en réponse à la présente consultation.

L'attention des soumissionnaires est attirée sur le fait que les **échanges** se feront par **voie électronique** (demandes de précisions éventuelles, offres non retenues, notification...), aussi est-il demandé d'**indiquer** sur l'**acte d'engagement** la ou les **adresses électroniques** des personnes ou services à contacter pour tout échange concernant le marché objet de la présente consultation.

### Examen de l'offre

Lors de l'examen des offres, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de demander aux candidats de préciser ou de compléter la teneur de leur offre et/ou de se faire communiquer les décompositions ou sous détails des prix ayant servi à l'élaboration des prix qu'elle estimera nécessaires.

En cas de discordance constatée entre le montant du forfait indiqué à l'acte d'engagement et le montant total de la décomposition des prix globale et forfaitaire (erreur de report, de multiplication, d'addition...), le montant de cette dernière n'est pas rectifié pour le jugement de la consultation. Seul est pris en compte le montant figurant à l'acte d'engagement. Si le candidat concerné est sur le point d'être retenu, il est invité à corriger la décomposition pour la mettre en harmonie avec le prix global et forfaitaire figurant à l'acte d'engagement. En cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

En accord avec le candidat retenu, le pouvoir adjudicateur peut procéder à une mise au point des composantes du marché sans que ces modifications puissent remettre en cause les caractéristiques substantielles de l'offre.

Chaque offre est notée sur 100 points décomposés respectivement sur la base de deux critères pondérés : valeur technique et prix, appréciés sur la base de la décomposition suivante :

**Les offres de base et les variantes sont jugées en une seule fois sur la base des mêmes critères et selon les mêmes modalités.**

**S'agissant d'un marché fractionné ; le prix est évalué sur la base de la somme totale de toutes les tranches.**

Critères pondérés de jugement des offres,
Valeur technique appréciée, au vu du mémoire technique visé à l'article 2.3 du règlement de la consultation et notée sur 60 points décomposés comme suit : <ul style="list-style-type: none"><li>➤ <b>Mesures environnementales</b> et méthodes mises en œuvre pour éviter la dégradation des milieux naturels et les risques de dissémination d'EVEE, bilan carbone de l'opération, notées sur <b>15 points</b></li><li>➤ <b>Planning prévisionnel</b> détaillé par site précisant la durée d'intervention et le nombre de personnels mobilisés, noté sur <b>15 points</b></li><li>➤ <b>Moyens mis en œuvre</b> pour la réalisation du chantier (matériels, méthodologie d'arrachage, d'évacuation et de traitement, sécurité des personnels), notés sur <b>15 points</b></li><li>➤ <b>Moyens humains</b> particulièrement qualifiés pour ce chantier (CV, formations, compétences) jugés adaptés pour effectuer les travaux, notés sur <b>15 points</b></li></ul>
<b>Prix</b> apprécié sur le montant forfaitaire en euros TTC (somme des montants des tranches ferme et optionnelle) tel qu'indiqué à l'acte d'engagement et <b>noté sur 40 points.</b>

**Critère prix :**

Le critère prix est noté en fonction du ratio entre l'offre la moins onéreuse et celle des autres candidats. Le produit de ce ratio avec le coefficient de pondération donne la note du critère prix.

**Note finale :**

Les notes de chacun des critères énoncés ci-dessus sont ensuite additionnées pour obtenir une note globale.

Le marché est attribué au candidat qui obtient la meilleure note et qui présente l'offre jugée économiquement la plus avantageuse. En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le prix prévaut.

### **3. Documents complémentaires à fournir par le candidat attributaire**

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise sous 8 jours ouvrés francs à partir de la demande du pôle commande publique :

- Les certificats relatifs aux obligations fiscales et sociales (formulaire NOTI 2, attestation URSSAF et liasse 3666) ;
- Un extrait K ou un extrait Kbis ou un extrait D1
- Le cas échéant, le candidat produit en outre les pièces prévues aux articles R. 1263-12, D. 8222-5 ou D. 8222-7 ou D. 8254-2 à D. 8254-5 du code du travail. Lorsque le candidat est en redressement judiciaire, le candidat produit la copie du ou des jugements prononcés.
- L'attestation d'assurance en Responsabilité civile en cours de validité.

Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Les candidats ne sont pas tenus de fournir les documents justificatifs et moyens de preuve que l'acheteur peut obtenir directement par le biais d'un système électronique de mise à disposition d'informations administré par un organisme officiel ou d'un espace de stockage numérique, à condition que figurent dossier de candidature toutes les informations nécessaires à la consultation de ce système ou de cet espace et que l'accès à ceux-ci soit gratuit.

**A défaut de présentation de ces documents dans le délai imparti, la candidature est déclarée irrecevable et le candidat est éliminé, conformément aux dispositions de l'article R. 2144-7 du**

décret 2018-1075 du 03/12/2018 pris en application de l'ordonnance 2018-1074 du 26/11/2018 portant partie législative du code de la commande publique.  
Le soumissionnaire dont l'offre a été classée immédiatement après la sienne est sollicité pour produire les certificats et attestations nécessaires avant que le marché ne lui soit attribué.

## 4. Mode de transmission

**Les dates et heure limites de réception des offres sont celles figurant en première page.**

**Toute offre parvenant au-delà de cette limite n'est pas prise en compte.**

Conformément à l'article R.2151-6, le soumissionnaire transmet son offre en une seule fois. Si plusieurs offres sont successivement transmises par un même soumissionnaire, seule est ouverte la dernière offre reçue par l'acheteur dans le délai fixé par la remise des offres.

### 4.1 Offres électroniques

Conformément à l'article R. 2132-7 du décret susmentionné, les communications et les échanges d'informations lors de la passation et l'exécution du marché ont lieu par voie électronique.

**Les offres sont obligatoirement transmises sous format électronique.**

La plateforme de dématérialisation utilisée par le PNPC est sur <https://www.marches-publics.gouv.fr>

La transmission électronique demande une configuration minimale de l'ordinateur utilisé par le candidat. Les prérequis techniques nécessaires à l'envoi électronique sont disponibles sur le site [www.marches-public.gouv.fr/](http://www.marches-public.gouv.fr/)

Le candidat qui utilise la voie électronique avec le PNPC s'engage à respecter les conditions générales d'utilisation des services de la plate-forme des achats de l'Etat ([marches-publics.gouv.fr/](http://marches-publics.gouv.fr/)) qui expose les modalités de remise des plis et qui attire notamment l'attention des candidats sur l'irrecevabilité des candidatures ou des offres contenant un virus.

Les documents dématérialisés relatifs à la candidature et à l'offre sont placés dans une enveloppe électronique de type répertoire. L'outil de compression de fichier .zip est intégré à la plate-forme [marches-publics.gouv.fr/](http://marches-publics.gouv.fr/).

Conformément à l'arrêté **du 22 mars 2019, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> avril 2019**, il est rappelé que lorsque le candidat signe électroniquement son offre **les formats de signature de référence acceptés** sont PAdes, Cades, XAdes.

**L'acte d'engagement dématérialisé fera l'objet d'une impression papier qui sera signée par l'attributaire à la demande du PNCal.**

**Contenu du répertoire :**

- d'une part les éléments relatifs à la candidature (article 2.2 du présent document)
- d'autre part, l'offre du candidat (article 2.3 du présent document)

**Format des documents**

Les documents reçus par le PNPC doivent pouvoir être lus : les formats de documents acceptés, à l'exclusion de tout autre, sont les suivants : rtf, pdf, txt, bmp, jpg, doc, xls, ppt, dwg, open office, calc. Les documents doivent également pouvoir être imprimés aux formats A4 ou A3.

**Copie de sauvegarde**

Le candidat peut, à titre de sauvegarde, effectuer une transmission sur support physique électronique ou sur support papier.

Cette copie est transmise sous pli scellé.

Dans tous les cas, l'enveloppe extérieure portera obligatoirement la mention « copie de sauvegarde de l'offre déposée électroniquement pour le marché n° (référence à préciser), le .../.../.....à ... h.....m.....s.... » **(à renseigner très précisément suivant les mentions de l'accusé de réception reçu par e-mail par la personne ayant déposée l'offre électroniquement)**. Si le support physique électronique est infecté par un virus, il sera réputé comme n'ayant jamais été reçu et le candidat en sera informé.

Cette copie devra impérativement parvenir au PNPC après le dépôt de l'offre électronique et avant la fin du délai de remise des offres.

La copie doit être envoyée, par tout moyen permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception ou remis contre récépissé, établi par le pôle commande publique à l'adresse suivante (marché suivi par le Pôle commande publique du PNPC pour le PNCAL):

Parc national de Port-Cros  
Pôle Commande publique  
181 allée du Castel Sainte-Claire – BP 70220  
83406 Hyères cedex